

Football canadien—Loi

dent que la Ligue canadienne de football sera en danger, mais si le Parlement tient compte de ces craintes et estime que le football canadien a une véritable importance pour les Canadiens et qu'il fait partie de notre mode de vie, le Parlement adoptera alors ce projet de loi.

Comme je le disais au début, monsieur l'Orateur, nous voulons que le débat soit bref mais positif. Le gouvernement et les députés de l'arrière-plan, sûrement ceux de ce côté-ci, ne veulent pas que la clôture soit imposée ni que les opinions contraires soient étouffées. Nous sommes disposés à mettre fin dès maintenant à notre participation au débat dans l'espoir que la Chambre passe sous peu à d'autres questions.

Des voix: Bravo!

M. Joe Clark (Rocky Mountain): Monsieur l'Orateur, qu'on me permette tout d'abord de porter encore une fois à l'attention de la Chambre des communes et du peuple canadien la vaste diversité de problèmes qui nous assaillent aujourd'hui au Canada. L'inflation exerce ses ravages à un rythme d'environ 10 p. 100, le gouvernement est de toute évidence désorganisé...

Des voix: Règlement!

M. Clark (Rocky Mountain): ... mais au lieu d'en venir aux prises avec la situation qui prévaut au pays, voici que nous discutons aujourd'hui de football. Plus tôt aujourd'hui, au cours de la période des questions, on a fait remarquer que le gouvernement, avec tout l'intérêt bien énoncé, le faux intérêt qu'il porte aux problèmes du pays, n'a pas présenté une seule mesure législative qui porte sur les malaises économiques et autres qui nous affligent si gravement. Le premier ministre (M. Trudeau) s'en est excusé en disant que le gouvernement était venu en aide aux pêcheurs, aux agriculteurs et aux propriétaires de petites entreprises en faisant adopter une mesure législative la semaine dernière. Je ferai remarquer que la seule raison pour laquelle ce bill a été adopté, c'est que le parti auquel j'appartiens a préféré rester ici et travailler cette semaine au lieu d'aller se ballader à la Barbade...

M. Haidasz: Un bien piètre argument.

M. Clark (Rocky Mountain): Je tiens à commenter certaines des observations qu'a faites le député de York-Ouest (M. Fleming) lorsque, faisant écho à la voix de son maître, il a soutenu que son parti n'avait aucun intérêt à faire de l'obstruction systématique ni à imposer la clôture des débats. Le député a mis de l'avant au nom du gouvernement qu'il appuie une proposition qui force la crédulité même de ceux qui ont l'habitude de surveiller la façon de travailler du gouvernement. Le gouvernement a saisi la Chambre d'un bill qui fait clairement la preuve de la distorsion de son ordre des priorités à un moment d'urgence nationale. C'est du gouvernement qui contrôle le monde des affaires qu'il faudrait parler à la Chambre, mais maintenant qu'il a présenté ce bill, que fait-il? Il nous demande de ne pas en parler. Il tente de restreindre le droit des députés individuels de parler du bill.

Une voix: Qu'est-ce qui vous en empêche? Parlez-en.

M. Clark (Rocky Mountain): Si le gouvernement se préoccupe de l'inflation, ainsi que le prétend le député, qu'il modifie son ordre de priorités et présente des mesures législatives qui portent sur l'inflation. Qu'il n'essaie pas de tromper la Chambre des communes.

M. Haidasz: Vous commencez à avoir peur!

[M. Fleming.]

M. Clark (Rocky Mountain): Ce genre d'attitude est une double manifestation de mépris à l'égard du Parlement; premièrement, parce que l'on présente une mesure législative qui ne tient aucun compte des priorités évidentes et, deuxièmement, parce que l'on cherche par tous les moyens possibles...

M. Haidasz: Êtes-vous pour ou contre le football canadien? C'est là tout le problème.

M. Clark (Rocky Mountain): Permettez-moi de dire, monsieur l'Orateur...

M. Haidasz: Êtes-vous contre une identité canadienne, oui ou non?

M. Clark (Rocky Mountain): Je trouve surprenant qu'une question concernant l'identité canadienne émane d'un ministre qui a des responsabilités dans ce domaine mais aucun personnel, ce qui prouve le genre d'identité...

M. Haidasz: Venez nous voir un de ces jours.

M. Clark (Rocky Mountain): Encore un point avant d'aborder le fond du bill. J'aimerais parler d'une déclaration qu'a faite le ministre hier, appuyé par son grand talent de compteur de voix, qui a déclaré que le bill ne comportait pas de question de confiance. J'aimerais demander au ministre de quel droit il se permet, étant donné sa position, sorti de l'ombre de l'éminence grise où il se trouvait autrefois, de décider s'il s'agit ou non d'une question de confiance. C'est à la Chambre qu'il incombe d'en décider.

M. Lalonde: Lisez le Beauchesne!

M. Clark (Rocky Mountain): Il dit cela parce qu'il a du mal à gagner l'appui du député assis devant lui à sa mesure législative. Le ministre a déclaré à la télévision, moyen que les ministres ont pris l'habitude d'utiliser lorsqu'ils souhaitent faire une déclaration, que ce bill était un compromis destiné à aider l'Ouest du Canada pour le compenser des concessions qu'il a faites à l'égard de la question du pétrole. Je n'ai pas l'intention de parler en détail de cette question, mais j'aimerais signaler, en tant que député de l'Alberta, que si l'on veut établir une sorte d'équilibre dans la Confédération, nous, représentants de l'Ouest du Canada, préférons que l'on prenne en considération nos demandes légitimes, c'est-à-dire l'égalité du tarif-marchandises, un meilleur équilibre de l'expansion industrielle et autres, au lieu d'intervenir directement et comme cela ne s'est jamais fait dans l'entreprise qu'est le sport professionnel.

Il y a un vieil adage au pays qui dit que la ville de Toronto est un excellent facteur d'unité parce qu'elle permet à tout le reste du pays de détester la même chose. A mon avis, le ministre se fait probablement à cette attitude quand il a présenté son bill. J'admets qu'il y a un certain ressentiment dans ma circonscription à propos de l'idée que Toronto est le centre du monde—une idée à laquelle songeait le député de York-Ouest en disant que lorsqu'on parle de l'Est contre l'Ouest, on veut vraiment dire Toronto contre l'Ouest; apparemment, l'Est du Canada s'arrête à Toronto, ce qui veut dire qu'on exclut une partie très importante du pays. De toute façon, je sais que cette opinion de Toronto existe dans ma région. Je le regrette. Selon moi, le fait de détester Toronto n'est pas une raison suffisante pour adopter une mesure législative qui n'atteint pas son objectif et qui établit un précédent très dangereux relativement à l'intervention directe du gouvernement dans le domaine des sports professionnels.